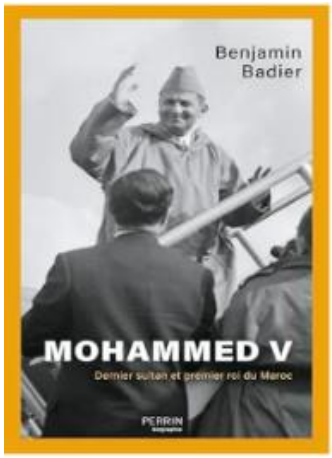


Benjamin. Badier.- ***Mohammed V. Dernier sultan et premier roi du Maroc*** **(Paris: Éditions Perrin, 2025), 494p.**

L'ouvrage *Mohammed V, dernier sultan et premier roi du Maroc* de Benjamin Badier nous offre l'essentiel de sa brillante et très renseignée thèse de doctorat soutenue en 2023. Celle-ci est d'ailleurs disponible en libre accès sur internet. De manière différente des biographies et des hagiographies sur le sujet, ce travail de recherche constitue un apport important à la connaissance de cette partie de l'histoire du Maroc et de cette figure fondatrice du Maroc moderne qu'est Mohammed V. De nombreux travaux alimentant le mythe autour du personnage existent, produits par des historiens ou des écrivains. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer ceux de Romauld Landau, Jean Lacouture, Mohamed El Alami, Abdelhak Al Marini, Issa Banana El Alaoui, Mohamed Larbi Moussaoui, Thierry Malbert, ou encore Guillaume Jobin. Indiscutablement, Mohammed Ben Youssef, né en 1909 et décédé brutalement en 1961, père de Hassan II et grand-père de l'actuel souverain, est en effet une figure tutélaire du récit national marocain.

Encore aujourd'hui, l'histoire de la monarchie marocaine reste un sujet très délicat à traiter. Le poids du récit national construit sur cette période de l'histoire, avec le roi comme chef d'orchestre, étouffe tout projet de montrer d'autres facettes de cette séquence. A ce sujet, l'auteur explique que l'importance du contrôle de ce récit s'explique du fait que la légitimité des régimes post-coloniaux repose pour une grande part sur la lutte pour les indépendances. Sous-entendu, toute recherche sortant du cadre défini serait comprise, désacralisation aidant, comme un argument rendant possible la déstabilisation du régime politique actuel. L'expression "révolution du roi et du peuple," vulgarisée à l'indépendance dans un moment de fortes divisions politiques, illustre cette volonté de construire une conscience historique nationale par un travail de sélection, d'interprétation et d'écriture des événements comme autant de lieux de mémoire collective.

Cet ouvrage est porté par une approche nouvelle sur le sujet. Le cadre du récit est la vie de Mohammed V, de 1909 à 1961, et non sa période d'exercice du pouvoir. Cela permet de s'affranchir partiellement de la périodisation coloniale et donc d'ouvrir le regard du lecteur vers cet homme situé dans son environnement et son temps. Le décalage de lecture voulu entre l'homme et la vie politique, puisque la quasi-totalité de son existence s'est déroulée pendant le régime colonial, montre les dynamiques politiques sous un angle neuf. De fait, reconstituer la complexité de l'existence de l'enfant de

la cour alaouite, du sultan puis du roi conduit à déconstruire l'idée de nécessité de l'action telle qu'elle a été portée et valorisée dans le mythe mémoriel. Dans ce livre, il s'agit avant tout de l'histoire d'un homme dans ses convictions et du cheminement de sa pensée, ses doutes et ses craintes, face à un pays sous l'effet de multiples mutations.

Deux objectifs sont assignés à cette recherche biographique : rendre à la vie du monarque son historicité et sa contingence, et analyser comment il est devenu, dans les faits et les discours, le "père" de l'indépendance marocaine. Cette thèse analyse la mise en place après 1912 du "sultanat protectoral," en décalant le regard des politiques coloniales françaises au sein du Protectorat (1912-1956) vers le positionnement des élites marocaines, en premier lieu le sultan et son entourage. Cette forme particulière de collaboration coloniale va permettre la survivance de cadres précoloniaux et de réseaux politiques marocains qui seront tous des acteurs à part entière dans les choix effectués. Cette approche permet de comprendre la phase de lutte pour l'indépendance non seulement comme une crise coloniale, mais surtout comme une crise politique marocaine, menaçant l'existence même de la monarchie, comme en témoignent la déposition et l'exil du sultan. Le rôle décisif des acteurs marocains, dont le plus connu est le puissant pacha de Marrakech El Glaoui, doit être considéré à sa juste mesure. Aussi, l'implication d'une partie des élites marocaines ne peut être réduite à celle d'instruments au service des projets coloniaux français alors qu'elle a été décisive. Ces élites ne souhaitaient pas tant maintenir le régime de collaboration coloniale que de s'opposer aux projets du sultan qui remettraient en cause les rapports de force et la distribution de l'autorité au sein du système politique marocain.

Ainsi, la décolonisation marocaine apparait à la fois comme un mécanisme de fragmentation et de clarification du champ politique "moderne" et comme un processus de destruction créatrice, remettant en cause la colonisation mais aussi un ordre politique plus ancien, et permettant l'émergence de projets politiques contradictoires.

Pour comprendre l'ampleur des mutations à l'œuvre, il faut retracer l'existence de Mohammed V dans son entièreté. Porté sur le trône par la France à 18 ans en 1927, le jeune sultan doit composer avec la tutelle du protectorat français sur l'Empire chérifien. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, il rejettera cette protection zélée, s'engageant avec beaucoup de risques en faveur de l'indépendance, dans un bras de fer avec les autorités coloniales et une partie des élites marocaines, mais soutenu par le mouvement nationaliste. Il sera finalement déposé en 1953 par la France, et l'appui d'une partie de l'élite, et exilé en Corse puis à Madagascar. Les mobilisations populaires suscitées par sa déposition et les impasses du colonialisme français

en Afrique du Nord conduiront à son rappel en 1955, puis à l'indépendance du Maroc l'année suivante. Sa mort brutale, à l'issue de 33 ans de règne, interviendra après cinq années de luttes pour le partage du pouvoir entre le trône et la scène politique partisane au sein du Maroc indépendant.

Les soubresauts politiques du règne de Mohammed V interrogent la nature de la monarchie marocaine et sa place au sein de la vie politique et de la société marocaines. En effet, l'institution monarchique, sous l'effet entre autres des multiples transformations de la société et de l'économie, a profondément changé durant son règne discontinu. Un des indicateurs les plus pertinents, souligné par l'auteur, reste l'évolution des modalités de succession de 1927 et de 1961. En 1927, la succession est ouverte et le sultan en théorie élu. Sous prétexte de respecter les us et coutumes locales, les Français, alliés à des représentants des élites marocaines, profitent de la malléabilité des logiques de succession pour porter au trône un souverain qu'ils choisissent et qu'ils font accepter. En 1961, la succession est fermée, Hassan II ayant été désigné prince héritier quelques années plus tôt. Il succèdera à son père immédiatement, sans discussion ni élection. La première constitution du pays en 1962 verrouillera cette modalité en instituant la primogéniture masculine.

Quelques décennies auront suffi à transformer profondément la monarchie marocaine. Celle-ci s'est réinventée, aussi bien après la deuxième guerre mondiale que dans les premières années qui suivirent sa restauration, et l'indépendance, poursuivant l'objectif de construire un Maroc nouveau, lorsque les nationalistes revendiquaient un exercice effectif du pouvoir. Retracer les choix, les paris et les hésitations de l'individu et de son entourage permet de repenser un pan d'histoire politique du Maroc, au-delà du seul fait colonial. La dialectique du jeu des acteurs alliés que sont la monarchie, les Français, les élites marocaines et les nationalistes révèle cinquante années d'adaptation et de survie du régime dans la colonisation, la décolonisation et l'indépendance. La transition de l'Empire chérifien à l'État-nation marocain s'accompagne d'une mutation du sultanat en royauté et d'une redéfinition du contrat politique entre la monarchie et ses sujets. C'est dans ce cadre et cette dialectique que le pouvoir exercé par le trône, légué par Mohammed V à son fils Hassan II se révèle à la fois plus fort, plus solitaire et plus autoritaire que celui dont il avait hérité.

La rigueur scientifique du raisonnement s'appuie sur un usage volontaire des archives, aussi bien de sources marocaines que françaises en grande partie inexplorées. Il existe certes peu de sources qui donnent un accès direct à la parole royale, Mohammed V manifestement laissant peu de traces écrites hors les discours et les courriers officiels, et au contraire une surabondance des archives coloniales. Il n'y a nulle trace privée réflexive de son engagement, ni de journal de bord de son règne. Seule une infime partie

de sa correspondance privée est disponible parce qu'elle a été saisie par les français. En dehors de ces écrits et discours, les archives sont presque toujours externes. Dans ce contexte, comment prioriser les archives et selon quels critères pour ne pas surexposer, une fois de plus, le regard colonial? La démarche choisie est de hiérarchiser les sources selon leur proximité avec le monarque: les sources émises par son entourage tel que Ibn Zaydan, témoin de la première partie du règne; ensuite les documents produits par le makhzen et les courtisans marocains; enfin les sources éloignées, comme les témoins politiques français. Ce schéma change en fonction de l'évolution des évènements. Ainsi, après la 2ème guerre mondiale, les sources nationalistes sont plus proches du sultan que les sources produites par l'administration coloniale ou les élites conservatrices. Cette relation change après l'indépendance, où le point de vue de l'ambassade de France rejoint les intérêts de la monarchie, considérée alors comme pilier de la stabilité marocaine, contre les parties nationalistes. Il apparait donc clairement qu'il n'est pas possible d'opposer sources émises par des acteurs français et sources produites par des acteurs marocains, ou encore sources en français et sources en arabe. Logiquement, les sources émises par des acteurs marocains conservateurs ne sont pas celles des acteurs nationalistes qui ne sont pas forcément ceux de la monarchie. Dépasser l'opposition entre colonisateurs et colonisés, particulièrement à l'échelle des élites, permet de mieux reconstituer la complexité des positionnements politiques et d'éclaircir sous un jour nouveau la capacité d'initiative des acteurs colonisés dans toute leur diversité.

Pratiquement, l'auteur a eu accès à la Direction des archives royales qui possède des archives précieuses. En France, ont été consultées les archives diplomatiques du quai d'Orsay conservées à la Courneuve, et celles de la résidence générale et des administrations du protectorat gardées à Nantes.

Fortes d'une mobilisation approfondie des archives, trois grandes séquences du parcours de vie politique de Mohammed V constituent les trois parties du livre: le sultanat protectoral (1909-1942), le pari de l'indépendance (1942-1955) et l'indépendance de la monarchie (1955-1961).

Le pouvoir lié (1909-1942) correspond à la première tranche de vie jusqu'à la deuxième guerre mondiale avec, entre autres, son élection en 1927 dans un contexte colonial, mais surtout cette cohabitation, acceptée car transmise par le père, dans la continuité de l'héritage des alliances politiques nouées entre la monarchie et les élites urbaines et rurales. Le pouvoir délié (1942-1955) correspond à son alliance avec les nationalistes. Celle-ci provoque une rupture du lien entre d'un côté le trône et de l'autre côté l'élite non nationaliste et les français, dont la coalition des deux derniers conduira à

la déposition du sultan. Le pouvoir relié (1955-1961) correspond au retournement des associations pour le pouvoir en s'alliant avec l'élite anciennement ennemie, et les français cette fois-ci hors du trône, pour mieux résister aux prétentions de ses anciens alliés, les partis nationalistes, et en particulier l'Istiqlal. C'est l'occasion alors de changer de sens à son positionnement à la mesure de l'affirmation de son pouvoir tout puissant. Mohammed V, dernier sultan, devient premier roi du Maroc.

Tout en apportant un regard rafraîchi sur la décolonisation du Maroc, cette biographie se penche sur les crises marocaines coloniales et post-coloniales, les mutations de la culture politique marocaine dans ses subtilités, les tensions qui parcourent la dynastie alaouite, construits et entretenus avec le temps et les intérêts divergents, ou encore les usages évolutifs de l'image et de la parole royale au fur et à mesure que la stature monarchique du sultan se renforce.

Ce travail de recherche s'inscrit dans la continuité des travaux récents sur le Maroc qui invitent à dépasser les perspectives coloniales, mais aussi nationalistes, en faisant moins de place aux témoignages et bien plus aux archives écrites administratives et politiques. Cette ouverture est salutaire tant elle permet de mieux comprendre ce règne fondateur du Maroc moderne, qui ne cesse d'expliquer certaines pratiques actuelles de pouvoir de chaque acteur que celui-ci évolue dans le champ du makhzen, des partis politiques ou même dans la sphère économique.

Samira Mizbar
Socio-économiste
Rabat-Maroc